

Programme de l'OCDE pour la construction et l'équipement de l'éducation

Séminaire international sur les infrastructures éducatives

Guadalajara, Jalisco, Mexique, 24 - 27 février 2002

Organisé par le Programme de l'OCDE pour la construction et l'équipement de l'éducation (PEB),
le ministère mexicain de l'Éducation et le Comité d'administration du programme fédéral de construction
d'écoles (CAPFCE) du Mexique

L'ÉCOLE DE DEMAIN -- TENDANCES, SCENARIOS ET FORMATION TOUT AU LONG DE LA VIE

Davis Istance
(OCDE/CERI, Paris)

L'OCDE/CERI a récemment achevé une analyse prospective intitulée « Quel avenir pour nos écoles ? » Le présent document examine cinq séries de questions qui se dégagent de cette analyse. i) *Les caractéristiques de l'enfance et de "l'adolescence prolongée"* : les débats d'orientation au sujet de l'école doivent s'appuyer sur une évaluation approfondie, qui trop souvent fait défaut, des caractéristiques de la vie des jeunes dans la société contemporaine. ii) *L'économie du savoir* : De sérieuses questions se posent au sujet de la capacité qu'ont de nombreux systèmes scolaires de répondre aux impératifs de la société du savoir actuelle, qui peut-être appelle à mettre davantage l'accent sur l'acquisition par les jeunes de solides compétences personnelles et aptitudes à vivre en société. iii) *Inégalités et exclusion* : Les inégalités persistantes, et qui parfois ne font qu'empirer, sont un élément crucial pour les établissements scolaires. Loin de faire disparaître les problèmes, la « société du savoir » pourrait bien les exacerber dans le cas des exclus. iv) *Evolution de la vie familiale et collective* : Convient-il d'accorder un rang de priorité beaucoup plus élevé aux fonctions de socialisation des établissements scolaires en tant que lieux de vie collective où les contacts, les amitiés, le jeu et les acquis informels sont jugés non pas accessoires mais essentiels ? iv) *Développements d'ordre plus général* : Deux problèmes planétaires sont mis en lumière -- l'accroissement alarmant des inégalités entre pays riches et pays pauvres et l'accroissement de la population mondiale de 2 milliards de personnes au cours du prochain quart de siècle, la zone de l'OCDE n'entrant dans cette évolution que pour 7 pour cent d'après les prévisions.

Le présent document décrit les six scénarios de l'école que l'OCDE a construits à un horizon de 15 à 20 ans. Ces scénarios ont été regroupés en trois grandes catégories : 1) « Tentative de maintien du statu quo » [Scénario 1.a : « *Maintien de systèmes scolaires bureaucratiques* », Scénario 1.b « *Exode des enseignants -- la « désintégration »* »]; 2) Rescolarisation [Scénario 2.a « *L'école au cœur de la collectivité* », Scénario, 2.b « *L'école comme organisation apprenante ciblée* »]; 3) « Déscolarisation » [Scénario 3.a « *Les réseaux d'apprenants et la société en réseau*, Scénario 3.b « *Extension du modèle de marché* »]

En conclusion, l'auteur s'interroge sur l'articulation de l'ensemble de ces scénarios avec la formation tout au long de la vie.

L'ÉCOLE DE DEMAIN -- TENDANCES, SCENARIOS ET FORMATION TOUT AU LONG DE LA VIE

David Istance

(OCDE/CERI, Paris)

L'OCDE/CERI a récemment achevé une analyse prospective intitulée "Quel avenir pour nos écoles ?" (OCDE, 2001a). Le présent document examine certaines des grandes tendances mises en lumière dans cette analyse et décrit plus précisément six scénarios pour l'école de demain. En conclusion, l'auteur s'interroge sur l'articulation de ces scénarios avec la formation tout au long de la vie.

Quelques grandes tendances et questions liées à l'élargissement de l'environnement éducatif

i) *Les caractéristiques de l'enfance et de "l'adolescence prolongée"*

Les débats d'orientation au sujet de l'école doivent s'appuyer sur une évaluation approfondie, qui trop souvent fait défaut, des caractéristiques de la vie des jeunes dans la société contemporaine. Cette démarche suppose une analyse minutieuse de la place que les établissements scolaires occupent dans la vie des jeunes ; en effet, l'école est "au fond" au cœur de leurs activités, mais d'autres centres d'intérêt et d'autres sources d'influence -- la télévision, les jeux sur ordinateur, les camarades -- paraissent à beaucoup d'entre eux infiniment plus attrayants et plus utiles. Comment peut-on davantage rapprocher ces deux types de préoccupations-- celles de la société et celles des jeunes eux-mêmes? Les établissements scolaires vont-ils disparaître du fait qu'un trop grand nombre de personnes les jugent inadaptés à la vie du 21ème siècle? Ces questions transparaissent dans les scénarios présentés ci-dessous.

Parler "d'adolescence prolongée", c'est reconnaître l'importance que revêt l'instruction organisée et entériner l'entrée tardive dans la vie adulte. Il est largement admis que l'allongement de la formation initiale est une bonne chose, d'autant que les jeunes sont de plus en plus nombreux à obtenir des diplômes. Cela dit, jusqu'à quel point faut-il prolonger les études au début de la vie attendu que les possibilités de formation à tout âge offrent des raisons de les moins privilégier ? Convient-il de tenir les jeunes à l'écart du marché du travail et des obligations familiales de plus en plus longtemps? Ces questions et d'autres du même ordre relatives à l'expérience des enfants et des adolescents d'aujourd'hui sont fondamentales dans l'examen de l'avenir de l'école.

ii) *L'économie du savoir*

Nous vivons actuellement dans une économie du savoir, de nombreux indices en attestent -- les travailleurs du savoir sont de plus en plus nombreux, les diplômes exigés sont sans cesse plus élevés, l'évolution du savoir (et son obsolescence) s'accélère tout comme l'intégration des TIC dans les activités professionnelles. Toutefois, les travailleurs ne sont pas tous, tant s'en faut, des "travailleurs du savoir" : beaucoup continuent d'exercer des emplois exigeant de faibles qualifications, et l'accélération du changement entraîne une précarité de l'emploi, en particulier pour les moins qualifiés. Ainsi, ces développements sont certes positifs par certains côtés, mais inquiétants par d'autres. Il est également nécessaire de se demander ce qu'est le "savoir" -- il ne s'agit certainement pas d'informations pures et simples. Une analyse récente de l'OCDE/CERI de la gestion des connaissances distingue quatre types de savoir : le "savoir factuel", le "savoir intellectuel", le "savoir faire" et le "savoir relationnel" (OCDE 2000a). Selon cette étude, les trois derniers types de savoir sont en demande croissante par rapport à la connaissance plus simple de faits et d'informations que recouvre la notion de "savoir factuel".

Quelles conséquences cette évolution a-t-elle pour l'enseignement, en particulier pour les établissements scolaires? Dans le rapport sur la gestion des connaissances, l'OCDE s'interroge au sujet de la capacité qu'ont de nombreux systèmes scolaires de faire face aux exigences, vastes et ambitieuses, de la société du savoir, qui débordent très largement ce que l'on entendait traditionnellement par un enseignement de qualité et le "savoir factuel" axé sur la connaissance/la mémorisation de faits. Une grande partie de ce qui est enseigné aux jeunes dans le cadre des programmes scolaires est de toute façon oubliée à l'âge adulte. Si l'on ajoute à cela le fait que les connaissances exigées sur le marché du travail évoluent de plus en plus vite et que les itinéraires durant la vie adulte sont d'une diversité et d'une complexité sans cesse plus grandes, il est impératif de s'interroger attentivement sur les compétences inculquées à l'école. Paradoxalement peut-être, l'importance même du savoir au 21ème siècle pourrait obliger bien davantage l'école à privilégier l'acquisition de solides compétences personnelles et aptitudes à vivre en société. L'école devrait donner aux jeunes les capacités de s'intégrer dans le monde complexe et en mutation rapide dans lequel ils vivent, celles-ci étant bien souvent liées plutôt à l'épanouissement personnel et à la citoyenneté qu'au savoir cognitif lui-même.

iii) Inégalité et exclusion

Au cours du siècle passé, le niveau de vie, la santé et d'autres indicateurs du bien-être ont marqué d'énormes progrès. Les tendances à très long terme ont été dans le sens de la réduction des inégalités devant la richesse et le revenu même si les écarts entre le sommet et la base sont demeurés prononcés. Au cours des vingt-cinq dernières années, toutefois, cette évolution a été perturbée et, dans de nombreux pays, les disparités dans les ressources à la disposition des personnes et des ménages se sont de nouveau accentuées. Les groupes socio-économiques n'ont pas été tous pareillement touchés par les changements : dans les pays de l'OCDE, considérés ensemble, les membres âgés des populations et les actifs bien intégrés dans le marché du travail s'en sont relativement bien sortis. En revanche, les populations relativement jeunes (y compris les enfants) et les personnes en situation précaire sur le marché du travail se sont heurtées à des difficultés. Les jeunes ménages avec enfants, en particulier les familles monoparentales, ont été particulièrement touchés. Les taux de pauvreté chez les enfants sont peut-être faibles dans certains pays (5 pour cent ou moins dans les pays nordiques, en Belgique et au Luxembourg), mais dans d'autres, pas moins d'un cinquième à un quart des enfants vivent dans la pauvreté (Etats-Unis, Italie, Mexique, Royaume-Uni et Turquie). (UNICEF, 2000). En bref, les problèmes se sont aggravés précisément parmi les groupes de population à l'égard desquels l'école a une grande responsabilité.

Compte tenu de la relation très étroite existant entre le milieu familial et le niveau de formation, les inégalités sociales persistantes, qui parfois ne font qu'empirer, représentent un indicateur crucial de tendances pour les établissements scolaires. Loin de faire disparaître les problèmes, la "société du savoir" pourrait bien les exacerber en ce qui concerne les populations les plus marginalisées.

iv) Evolution de la vie familiale et collective

L'allusion faite plus haut aux familles monoparentales amène à envisager dans une optique plus générale la vie familiale et collective. Sous l'effet conjugué de la baisse des taux de natalité et de l'élévation du niveau de vie, de nombreux jeunes, comparés à leurs parents ou grands-parents, ont accès à des niveaux de biens et services sans précédent. Là encore, cependant, les avantages sont inégalement répartis ; par ailleurs, la fragmentation sociale et l'individualisme grandissants génèrent leurs propres problèmes pour les jeunes et pour les établissements scolaires. Un problème évident auquel ces derniers doivent faire face est la dissolution des liens matrimoniaux et le déclin de la famille nucléaire traditionnelle. L'évolution de la vie collective est également importante : le développement des banlieues et la mobilité accrue peuvent ébranler les structures de quartier qui favorisent la formation du « capital social » que représentent les normes, les valeurs et les réseaux propices à l'éducation (voir également OCDE, 2001b ; Putman, 2000). L'école peut moins facilement trouver un partenaire éducatif dans la « communauté locale » lorsque celle-ci est

dispersée, fluctuante ou virtuelle, et dans certaines sociétés, cette situation est liée à un profond malaise devant la sécurité des enfants.

Certains décèlent dans ces tendances de nouvelles missions pour les établissements scolaires. Pour Carnoy (2001), "Le point central de l'organisation dans nos quartiers est l'école". Faut-il préciser davantage les fonctions de socialisation des établissements scolaires et leur accorder un rang de priorité beaucoup plus élevé ? Adopter cette position reviendrait à reconnaître que l'école peut jouer un rôle décisif dans l'éducation des jeunes en tant que structure de vie collective dans laquelle les contacts, les amitiés, le jeu et l'acquisition informelle de connaissances sont des activités non pas accessoires mais essentielles. Cette mission, si elle devait être confiée à l'école, ne serait pas nécessairement incompatible avec une forte focalisation sur le développement cognitif des élèves, mais exigerait d'investir dans la réalisation de toute une gamme d'objectifs éducatifs allant bien au-delà des aspects mesurables des acquis des élèves. Ces différentes orientations sont à la base des deux scénarios de « rescolarisation » exposés dans la section suivante.

v) *Développements d'ordre plus général*

Les tendances examinées jusqu'ici renvoient essentiellement à la situation dans les pays de l'OCDE, mais qu'advient-il dans le reste du monde ? Les développements planétaires qui ont une incidence sur l'environnement futur de l'école sont multiples ; dans le présent document, je m'attarderai sur deux d'entre eux. Premièrement, les inégalités entre les pays riches et pauvres du monde se sont accentuées à un rythme alarmant : « Les inégalités ont continué de progresser tout au long du XX^e siècle, quoique de façon relativement lente jusque bien après la fin de la Seconde Guerre mondiale. A partir de 1960, elles se sont mises à croître de façon fulgurante, passant du rapport de 30 pour 1 en 1960 au rapport de rapport de 60 pour 1 en 1990 et de 74 pour 1 à l'heure actuelle. Et elles continuent d'augmenter, que ce soit à l'intérieur des pays ou entre les pays ». (Jolly dans OCDE, 2000b : p. 89). Cette évolution est de fait très rapide et il faut en tenir compte dans toute réflexion au sujet du monde dans lequel les élèves vivent actuellement et dont ils seront les citoyens de demain.

Le second grand point à mettre en lumière concerne l'accroissement démographique. La part relative des pays de l'OCDE dans la population mondiale, qui était de 19 pour cent en 1999, devrait tomber à environ 16 pour cent en 2025. Sur les 2 milliards de personnes supplémentaires escomptés au cours du quart de siècle prochain, 145 millions seulement (7 pour cent) sont prévus pour la zone de l'OCDE, l'essentiel de cette progression devant être enregistré par un petit nombre de pays non européens (Australie, Canada, Etats-Unis, Mexique et Turquie). Les pressions qui « poussent » les personnes à immigrer dans les pays relativement riches pourraient bien être intenses tout comme pourrait l'être le facteur « d'attraction » dans la mesure où les taux de natalité continuent d'être très faibles dans la zone de l'OCDE (OCDE, 1999). Cette évolution va probablement accroître encore la diversité ethnique et culturelle et dans bien des cas exacerber les problèmes socio-économiques et éducatifs auxquels se heurtent les populations issues des minorités. Dans quelle mesure les établissements scolaires peuvent-ils faire face à cette diversité, voire la favoriser, tout en offrant un "point d'ancrage social" et en ménageant l'égalité des chances ? Tels sont les grands enjeux auxquels le lieu appelé école est confronté.

Les scénarios de l'école de demain établis par l'OCDE/CERI

S'inspirant de tous ces éléments positifs et négatifs, l'OCDE via son Centre pour la recherche et l'innovation dans l'enseignement a construit une série de scénarios de l'école à un horizon de 10 à 15 ans (OCDE, 2001). Au nombre de six, ces scénarios ont été regroupés en trois grandes catégories :

1) « Tentative de maintien du statu quo » ; 2) « La rescolarisation » ; 3) « La déscolarisation ».¹ Ils exposent sous une forme simple à quoi l'école pourrait ressembler globalement dans telle ou telle société et ne portent pas sur des établissements scolaires donnés ni sur des flots de développement. L'intérêt de ces scénarios est qu'en cernant de plus près les différentes solutions possibles, ils nous aident à réfléchir sur ce que nous souhaitons ou non et à connaître le degré de probabilité des options les plus ou les moins souhaitées, compte tenu des tendances et des politiques actuelles ; l'objectif n'est pas de savoir si ces scénarios offrent ou non des prévisions exactes au sujet de l'éducation jusqu'en 2020.

1. TENTATIVE DE MAINTIEN DU STATU QUO : *Dans les scénarios du « statu quo », les caractéristiques fondamentales des systèmes existants sont maintenues pendant encore longtemps à l'avenir, que cette situation résulte du choix de la collectivité ou de l'incapacité à mettre en œuvre un changement en profondeur. Dans le Scénario 1.a, l'avenir est l'aboutissement d'une évolution progressive de la situation actuelle, les systèmes scolaires restant forts ; dans le Scénario 1.b, le système connaît une crise majeure déclenchée par une pénurie aiguë d'enseignants.*

Scénario 1.a : « Maintien de systèmes scolaires bureaucratiques »

Ce scénario s'appuie sur le maintien de systèmes extrêmement bureaucratiques dans lesquels s'exercent de fortes pressions en faveur de l'uniformité et qui résistent à tout changement radical. Tout en étant des institutions tout à fait distinctes, les établissements scolaires sont soudés dans le cadre de dispositions administratives complexes. Les observations émanant des milieux politiques et des médias sont souvent critiques ; malgré cela, le système résiste à tout changement. Nombreux sont ceux qui craignent que les autres systèmes scolaires possibles n'assument pas les tâches fondamentales que sont l'accueil et la socialisation parallèlement à la mission de transmission de connaissances et de délivrance de diplômes, et qu'elles n'assurent pas non plus l'égalité des chances.

- *Acquisition de savoirs et organisation :* Les programmes d'enseignement et la délivrance des diplômes sont l'axe essentiel de l'action gouvernementale, et les évaluations des élèves sont des éléments essentiels de l'obligation de rendre des comptes encore que d'aucuns persistent à se demander dans quelle mesure ces évaluations développent l'aptitude à apprendre. Le modèle de la salle de classe indépendante avec un seul enseignant reste prédominant.
- *Gestion et gouvernance :* La priorité est accordée à l'administration et à l'aptitude à faire face aux pressions résultant de l'obligation de rendre des comptes, l'efficacité étant fortement privilégiée. La nation (l'Etat/la province dans les systèmes fédéraux) demeure l'autorité centrale mais est confrontée aux problèmes résultant, par exemple, de la décentralisation, de l'intérêt des entreprises pour le marché de la formation ou encore de la mondialisation.
- *Ressources et infrastructure :* Les établissements scolaires ne bénéficient d'aucun accroissement important de leur financement global, mais comme leurs attributions sont sans cesse plus nombreuses du fait de leurs nouvelles missions sociales, leurs ressources sont mises à rude épreuve. Ils continuent

1. Dans leurs versions intégrales, chacun s'articule autour des cinq variables suivantes : i) Attitudes, attentes, soutien politique ; ii) Objectifs et fonction de l'école ; iii) Organisation et structures ; iv) Dimension géopolitique ; v) Enseignants.

de recourir davantage aux TIC sans que cela ne transforme leurs principales structures organisationnelles.

- *Enseignants* : Les enseignants ont un statut particulier, parfois de fonctionnaire. Les syndicats et les associations d'enseignants sont puissants, mais le statut professionnel et les rémunérations posent des problèmes.

Scénario 1.b « Exode des enseignants -- la "désintégration" »

Ce scénario se caractérise par une crise majeure du recrutement des enseignants, totalement rebelle aux solutions traditionnelles des pouvoirs publics. Cette crise, qui est déclenchée par le vieillissement rapide des membres de cette profession, est exacerbée par le mauvais moral des enseignants et l'offre soutenue d'emplois plus attrayants pour les diplômés. Vu l'ampleur des effectifs, les mesures à prendre pour améliorer l'attrait relatif de cette profession seraient coûteuses et il faut beaucoup de temps pour que les mesures se répercutent de façon tangible sur l'effectif global. L'importance de la crise varie beaucoup selon la situation socio-géographique et la discipline. Des situations très différentes peuvent en résulter : à un extrême, un cercle vicieux de retranchement et de conflit s'installe ; à l'autre, les stratégies d'urgence induisent une innovation radicale et une transformation collective.

- *Acquisition de savoirs et organisation* : Lorsque la pénurie d'enseignants est grave, elle a des effets préjudiciables sur les acquis des élèves. Face à la pénurie d'enseignants, les solutions organisationnelles varient considérablement : certaines méthodes sont traditionnelles, d'autres extrêmement novatrices -- et les TIC peuvent éventuellement être davantage utilisées.
- *Gestion et gouvernance* : Un système de gestion de crise prédomine. Même dans les régions épargnées des pires difficultés, la mentalité de retranchement prévaut. Les autorités nationales acquièrent des pouvoirs étendus pour faire face à la crise et dans un premier temps, leur position est renforcée, mais celle-ci s'affaiblit si la crise tarde à trouver une solution. Parallèlement, un marché international compétitif de l'enseignement se développe.
- *Ressources et infrastructure* : A mesure que la crise s'installe, des moyens financiers croissants sont affectés aux salaires dans le but d'attirer un plus grand nombre d'enseignants, ce qui risque d'avoir des conséquences préjudiciables pour les investissements dans des domaines tels que les TIC et les infrastructures physiques. Ces déséquilibres se corrigent en fonction des stratégies adoptées pour échapper à la « désintégration ».
- *Enseignants* : La crise, en partie causée par le manque de prestige de la profession enseignante, empire avec l'accroissement de la pénurie, surtout dans les zones les plus touchées. Les rémunérations de l'ensemble de la profession peuvent connaître une hausse et les enseignants peuvent voir leur statut distinct se renforcer sous l'effet de leur pénurie relative, encore que les dispositions en place puissent en définitive se dégrader au fur et à mesure de la « désintégration ».

2. RESCOLARISATION : *Les scénarios de "rescolarisation" se caractérisent par d'importants investissements et par la reconnaissance généralisée des établissements scolaires et de leurs résultats, ainsi que des professionnels ; un rang élevé de priorité est accordé à la fois à la qualité et à l'équité. Le Scénario 2.a privilégie les objectifs de socialisation et le rôle des établissements scolaires dans la collectivité, ce qui offre un certain contraste avec l'orientation du Scénario 2.b vers le renforcement des connaissances.*

Scénario 2.a « L'école au cœur de la collectivité »

Dans ce scénario, l'école est largement reconnue comme le rempart le plus efficace contre la fracture sociale, l'éclatement des structures familiales et collectives. Elle est à présent définie dans une très large mesure par rapport à des tâches d'intérêt collectif. Cette situation aboutit à un large partage des responsabilités entre les établissements scolaires et d'autres organismes d'intérêt collectif, sources de compétence et établissements de formation complémentaire et permanente, et n'est pas incompatible avec un niveau élevé de professionnalisme des enseignants, qu'elle contribue au contraire à forger. Une aide financière généreuse est nécessaire pour réunir les conditions qu'exige la mise en place partout d'environnements pédagogiques de qualité et pour que les enseignants et les établissements scolaires jouissent d'une plus grande estime.

- *Acquisition de savoirs et organisation* : La mission de transmission de savoirs de l'école s'élargit et une attention plus explicite est accordée aux résultats non cognitifs, à l'acquisition de valeurs et à la citoyenneté. Des formes d'organisation et de structures très diverses apparaissent, l'acquisition non formelle de connaissances étant fortement privilégiée.
- *Gestion et gouvernance* : La gestion de l'établissement scolaire s'effectue en interaction dynamique avec divers organismes d'intérêt collectif et compte tenu des programmes d'enseignement formels et des activités non formelles. L'autorité est largement répartie et souvent collective. Les pouvoirs de décision sont solidement implantés à l'échelon local tout en s'appuyant sur des dispositifs nationaux/internationaux d'accompagnement bien rodés, en particulier lorsque les infrastructures sociales sont les plus faibles.
- *Ressources et infrastructure* : D'importants investissements sont effectués pour améliorer et moderniser les locaux et les équipements en général, pour permettre à la population locale d'accéder aux installations scolaires et pour s'assurer que les écarts de richesse et de dotations en capital social ne se creusent pas. Les TIC, et plus particulièrement les possibilités de communication qu'elles offrent, sont largement utilisées.
- *Enseignants* : Un noyau de professionnels de l'enseignement jouit d'un statut élevé et fait l'objet de dispositions contractuelles variées, mais les rémunérations sont satisfaisantes pour tous. De nombreux autres professionnels, acteurs locaux, parents, etc. gravitent autour des enseignants et les rôles de chacun se confondent.

Scénario 2.b « L'école comme organisation apprenante ciblée »

Dans ce scénario, la revitalisation de l'école s'articule autour d'un solide programme d'action, ciblé plutôt sur le savoir que sur les aspects sociaux, dans une culture caractérisée par un niveau de qualité élevé, l'expérimentation, la diversité et l'innovation. Les nouvelles formes d'évaluation et de bilan de compétences foisonnent. Les TIC sont très largement employées aux côtés d'autres moyens éducatifs traditionnels et nouveaux. La gestion des connaissances est privilégiée et les écoles, dans leur très grande majorité, méritent le qualificatif « d'organisations apprenantes » (l'égalité des chances est donc la norme), des liens étroits sont forgés avec les établissements d'enseignement supérieur et une diversité d'autres organismes.

- *Acquisition de savoirs et organisation* : Toutes les parties prenantes ont de grandes attentes en matière d'enseignement et d'acquisition de savoirs ; parallèlement, les spécialités se multiplient et les formes d'organisation se diversifient. La recherche en pédagogie est en plein essor et la science de l'apprentissage est systématiquement appliquée.
- *Gestion et gouvernance* : Les écoles assimilables à des « organisations apprenantes », qui se caractérisent par une structure hiérarchique resserrée, ont recours au travail en équipe, aux réseaux et à

diverses sources de compétences. Les normes de qualité remplacent en règle générale les stratégies fondées sur la réglementation, l'obligation de rendre des comptes et les sanctions. Les pouvoirs de décision sont solidement ancrés dans les établissements scolaires et la profession, qui bénéficient de la collaboration étroite des parents, de diverses organisations et des établissements d'enseignement supérieur ainsi que de l'aide de dispositifs d'orientation et d'accompagnement bien développés.

- *Ressources et infrastructure* : Des investissements considérables sont affectés à tous les aspects de l'école, en particulier dans les zones défavorisées, afin de mettre en place des installations souples et modernes. Les TIC sont largement utilisées. Les partenariats avec diverses organisations et les établissements d'enseignement supérieur augmentent la diversité des structures et installations éducatives.
- *Enseignants* : Très motivés, ils bénéficient de conditions favorables ; l'accent est fermement mis sur la R-D, le perfectionnement professionnel permanent, les activités de groupe, la constitution de réseaux (y compris à l'échelle internationale). Les dispositions contractuelles peuvent bien être diverses et ménager la mobilité au sein de la profession et entre celle-ci et d'autres.

3. DESCOLORISATION : *Les établissements scolaires ne jouissent pas d'un grand prestige ni de dotations généreuses en ressources et le mécontentement d'une diversité d'acteurs essentiels aboutit au démantèlement plus ou moins important du système scolaire. Dans le Scénario 3.a, de nouvelles formes de réseaux de coopération prédominent alors que dans le Scénario 3.b, ce sont les mécanismes concurrentiels.*

Scénario 3.a « Les réseaux d'apprenants et la société en réseau »

Le mécontentement exprimé à l'égard des activités de formation institutionnalisées et les exigences de diversification conduisent à abandonner l'école au profit d'une multitude de réseaux d'acquisition de savoirs, cette évolution étant accélérée par les vastes possibilités qu'offrent les TIC puissantes et bon marché. La désinstitutionnalisation, voire le démantèlement, des systèmes scolaires s'inscrit dans la nouvelle "société en réseau". Divers organismes culturels, religieux et locaux gagnent en importance dans les dispositifs de socialisation et de formation des enfants, certains étant de nature très locale et d'autres recourant au travail en réseau à distance et à l'échelle internationale.

- *Acquisition de savoirs et organisation* : Grâce aux réseaux d'intérêt collectif, une plus grande place est faite à l'acquisition de savoirs relatifs à des cultures et des systèmes de valeurs différents. La formation en petits groupes et personnalisée ainsi que l'école à la maison se généralisent.
- *Gestion et gouvernance* : L'école est assurée à travers des réseaux imbriqués les uns dans les autres et les pouvoirs de décision sont donc plus largement répartis. Ce scénario prévoit une réduction sensible des modes existants de gouvernance et de responsabilisation, encore que les autorités publiques puissent éventuellement avoir encore certaines attributions parmi lesquelles faire face à la « fracture numérique », fixer des réglementations et des cadres dans certains domaines, et superviser les établissements scolaires subsistants.
- *Ressources et infrastructure* : Le nombre d'équipements et de structures d'accueil publics diminue sensiblement. Il est difficile de prédire une éventuelle réduction globale des ressources pédagogiques, mais il est probable que d'importants investissements seront affectés aux TIC. Les pertes d'échelle dues à l'organisation de l'instruction en groupe et à sa personnalisation pourraient limiter les nouveaux investissements.

- *Enseignants* : L'école n'est plus tributaire des professionnels dits de « l'enseignement » : la frontière entre enseignants et élèves, parents et enseignants et enseignement et collectivité s'estompe et parfois disparaît. De nouveaux professionnels de la formation apparaissent ; ils peuvent être employés localement pour enseigner ou en qualité de consultants.

Scénario 3.b « Extension du modèle de marché »

Les dispositifs du système éducatif qui actuellement s'inspirent des mécanismes du marché sont sensiblement renforcés dans la mesure où les gouvernements favorisent la diversification dans un climat plus général de changements induits par cette logique. Cette évolution est nourrie par le mécontentement de « consommateurs stratégiques » dans les cultures où l'école est normalement considérée comme un bien à la fois privé et public. De nombreux nouveaux prestataires sont incités à accéder au marché de la formation, encouragés par des réformes en profondeur des structures de financement, par des incitations et par la réglementation. Les indicateurs, les évaluations et les mécanismes de validation, en plein essor, commencent à remplacer l'intervention directe de l'Etat dans le suivi et la régulation des programmes. Les innovations abondent tout comme les cas douloureux de transition et d'inégalité.

- *Acquisition de savoirs et organisation* : Les savoirs les plus valorisés sont déterminés par les choix et la demande de ceux qui achètent les services éducatifs ou de ceux, tels les employeurs, qui accordent une valeur marchande à différents types de parcours de formation. On peut s'attendre à une forte focalisation sur les valeurs et les résultats non cognitifs. On constate une grande diversité d'organisations.
- *Gestion et gouvernance* : Le rôle des autorités publiques de l'éducation est sensiblement diminué -- elles supervisent la régulation du marché, mais interviennent moins dans l'organisation des prestations ou dans le pilotage et le suivi -- et les modes de gestion entrepreneuriale occupent une plus grande place. Cette situation confère un rôle important des services d'information et d'orientation ainsi que des indicateurs et des bilans de compétences qui assurent une « valorisation » sur le marché.
- *Ressources et infrastructure* : Les dispositifs de financement et les incitations jouent un rôle décisif en modelant les marchés de la formation et en déterminant le niveau absolu de ressources. Parallèlement à l'utilisation étendue des TIC, toute une gamme de changements s'inscrivant dans une logique de marché sont adoptés en ce qui concerne la propriété et l'exploitation des infrastructures de formation ; certains de ces changements sont extrêmement novateurs. Les problèmes peuvent être liés aux pertes d'échelle et aux inégalités associées aux dysfonctionnements du marché.
- *Enseignants* : De nouveaux professionnels de la formation ayant des profils divers -- public, privé, plein temps, temps partiel -- sont créés sur les marchés de la formation et de nouvelles possibilités de formation et de certification sont définies à leur intention. Dans une logique de marché, ces professionnels sont beaucoup plus facilement recrutés dans les quartiers attrayants et/ou en fonction des possibilités qu'offre le marché de la formation.

Les scénarios et la formation tout au long de la vie

La situation de l'école doit être appréciée dans l'optique plus vaste de la formation globale, l'objectif ambitieux étant désormais d'assurer une « formation tout au long de la vie pour tous » (OCDE, 1996). Bien que ce principe fasse l'unanimité, on ne sait pas au juste dans quelle mesure les pays se sont effectivement orientés vers une généralisation des possibilités de formation tout au long de la vie (OCDE, 2001c). Certes, les participants à des activités de formation sont plus nombreux et viennent d'horizons plus divers que ce n'était le cas dans le passé, mais dans la plupart des pays la possibilité de se former à tout âge est bien loin d'être donnée à tous. De plus, si l'on reconnaît bien davantage que l'école constitue le fondement de la

formation tout au long de la vie plutôt qu'une série d'activités distinctes préalables, il ne semble guère établi pour l'instant qu'une réflexion en profondeur soit engagée sur le rôle distinctif que devrait jouer l'école dans la réalisation de cet objectif.

D'autres questions importantes se posent au sujet de la place prédominante que les diplômés occupent dans la vie de nombreux établissements scolaires, en particulier dans l'enseignement secondaire. Une réduction des monopoles dans la délivrance des diplômes contribuerait sans aucun doute à mieux asseoir les systèmes de formation tout au long de la vie et transformerait sensiblement la vie scolaire à l'avenir. La communauté éducative s'opposerait sans aucun doute farouchement à une évolution de ce genre qui, à ses yeux, équivaldrait à une perte de pouvoir ; cela étant, envisagée dans une perspective plus longue, cette mesure peut être considérée comme un moyen bienvenu de se libérer des pressions qu'exerce la course aux diplômes, et ce au profit de l'acquisition proprement dite de savoirs.

Tant que les établissements scolaires continueront d'adhérer aux modèles et aux hypothèses définis dans les scénarios intitulés « Tentatives de maintien du statu quo », leur capacité de jeter les bases de la formation tout au long de la vie sera nécessairement limitée. Dans ce modèle, en effet, l'école est trop fermée et trop rigide et les organisations ainsi que les professionnels qu'elle compte ne se définissent pas suffisamment en fonction des caractéristiques de la formation tout au long de la vie.

Il est donc nécessaire d'opter pour l'un des autres scénarios, mais il est vrai que les bases jetées dépendront clairement de l'option retenue -- déscolarisation ou rescolarisation -- et dans le cas de la rescolarisation, du rôle que joue l'école -- mission sociale relativement générale ou renforcement des connaissances. Le choix du scénario a également des répercussions sur le caractère universel ou non de la formation tout au long de la vie car l'importance accordée dans chacun d'eux à l'intégration est très variable.

C'est peut-être par l'association judicieuse des différents scénarios, selon le niveau d'enseignement, que l'objectif de la formation tout au long de la vie pour tous sera au mieux servi. La réalisation de cet objectif pourrait bien nécessiter une « rescolarisation » dans les premiers cycles, l'école étant alors résolument chargée de transmettre des connaissances et d'assurer une mission sociale, mais aussi une « déscolarisation » aux stades ultérieurs, qui conférerait un rôle puissant aux marchés, à l'enseignement à distance, aux réseaux locaux et aux acquis informels aussi bien qu'aux autorités publiques. Quelle que soit la voie choisie, la communauté éducative devra probablement faire preuve de bonne volonté et d'imagination pour s'adapter à des changements de grande portée.

Bibliographie

Carnoy, M. (2001), "Le travail, la société, la famille et l'apprentissage pour l'avenir", chapitre 5 dans OCDE, 2001a.

Jolly, R. (2000) "Les inégalités au niveau mondial, les droits de la personne et les paris du 21ème siècle", dans OCDE 2000b.

OCDE (2001a), *Quel avenir pour nos écoles ?* Paris.

OCDE (2001b) *Du bien-être des nations -- le rôle du capital humain et social*, Paris.

OCDE (2001c), *Analyse des politiques d'éducation, édition de 2001*, Paris.

OCDE (2000a), *Société du savoir et gestion des connaissances*, Paris.

OCDE (2000b), *La société créative du 21ème siècle*, Paris.

OCDE (1999), *Tendances des migrations internationales*, Paris.

OCDE (1996) *Apprendre à tout âge*, Paris.

Putnam, R. (2000), *Bowling Alone: The Collapse and Revival of American Community*, Simon Schuster, New York.

UNICEF (2000) *A League Table of Child Poverty in Rich Nations*, Innocenti Report Card Issue No. 1, juin, Florence.